

ACCUEIL COLLECTIF DES JEUNES ENFANTS

FICHE
N° 27

1. LE DISPOSITIF

A- Qu'est-ce-que l'accueil collectif des jeunes enfants ?

Le Président du Conseil départemental, après avis du service de Protection Maternelle et Infantile (PMI) délivre une autorisation aux établissements pour l'accueil d'enfants de moins de six ans gérés par une personne physique ou morale de droit privé, ou un avis si la structure est gérée par une collectivité publique.

Le Maire de la commune d'implantation est systématiquement sollicité pour avis.

Tous les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) sont soumis à la surveillance et au contrôle du service de PMI.

Les structures d'accueil collectif comprennent les crèches collectives incluant les haltes garderies et les micro-crèches, les crèches familiales, les crèches parentales, les jardins d'enfants.

Références

Code de santé publique (CSP) L2324-1 à L2324-4, R2324-16 à R2324-50-4

Décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans

B- Qui peut en bénéficier ?

Toutes personnes physiques ou morales et collectivités publiques qui demandent la création, l'extension ou la transformation d'un établissement d'accueil des enfants de moins de six ans.

C- Où faire la demande ?

Toute demande d'autorisation de fonctionnement ou d'avis d'ouverture doit être sollicitée auprès du Président du Conseil départemental du Département dans lequel est implanté l'établissement.

D- Quelle est la procédure d'attribution ?

Le dossier doit comporter les éléments suivants :

1. Le nom ou la raison sociale de l'établissement ;
2. Les coordonnées du gestionnaire de l'établissement ;
3. Les statuts de l'établissement ou de l'organisme gestionnaire pour les établissements et services gérés par une personne de droit privé ;
4. L'adresse de l'établissement, avec indication de la densité de population dans le territoire d'implantation ;
5. Une étude de besoins dans le territoire d'implantation de l'établissement ;
6. Le type d'établissement auquel appartient l'établissement (crèche collective, jardin d'enfants, crèche familiale) ;
7. La capacité d'accueil de l'établissement et la catégorie correspondante ;
8. Le plan des locaux projetés avec la superficie et la destination des pièces ainsi qu'une indication de la surface totale des espaces intérieurs d'accueil des enfants ;
9. Le projet d'établissement (projet d'accueil, projet éducatif, projet social et de développement durable) et le règlement de fonctionnement, ou les projets de ces documents s'ils n'ont pas encore été adoptés. Ainsi que les documents suivants annexés au règlement de fonctionnement :
 - Protocole détaillant les mesures à prendre dans les situations d'urgence et précisant les conditions et modalités de recours aux services d'aide médicale d'urgence ;

ACCUEIL COLLECTIF DES JEUNES ENFANTS

FICHE
N° 27

- Protocole détaillant les mesures préventives d'hygiène générale et les mesures d'hygiène renforcées à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou toute autre situation dangereuse pour la santé ;
- Protocole détaillant les modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux ou paramédicaux extérieurs à la structure ;
- Protocole détaillant les conduites à tenir et les mesures à prendre en cas de suspicion de maltraitance ou de situation présentant un danger pour l'enfant ;
- Protocole détaillant les mesures de sécurité à suivre lors des sorties hors de l'établissement ou de son espace extérieur privatif.

10. Une copie de la décision d'autorisation d'ouverture au public prévue à l'article L. 122-5 du code de la construction et de l'habitation ;
11. Le cas échéant, une copie de la déclaration au préfet prévue pour les établissements de restauration collective à caractère social et des avis délivrés dans le cadre de cette procédure ;
12. Une adresse électronique ainsi que 2 numéros de téléphone permettant aux autorités de joindre la direction et l'équipe en cas d'alerte ou d'urgence.

A réception du dossier complet, les pièces suivantes sont à fournir dans un délai de 1 mois avant ouverture :

- Les assurances
- Pour le personnel : copie des diplômes ou attestations d'agrément, certificats de vaccination, certificat d'aptitude ou de non contre-indication, extrait du casier judiciaire.

Le Président du Conseil départemental dispose d'un délai de 3 mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet pour notifier au demandeur personne physique ou morale sa décision d'accorder ou de refuser l'autorisation de fonctionnement, ou son avis à la collectivité publique intéressée. L'absence de réponse vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable.

2. OÙ SE RENSEIGNER ?

- La Protection maternelle et infantile : pmiaje@loiret.fr

3. À CONSULTER SUR www.loiret.fr

Le guide pratique d'accueil de la petite enfance.

Le guide ministériel des établissements d'accueil du jeune enfant.

Le guide ministériel de sûreté dans les établissements d'accueil du jeune enfant.